

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE**

**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE
SECTORIELLE**

A FIN JUIN 2013

AOÛT 2013

Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Développement Durable

M. Luc OYOUBI

Ministre délégué

M. Désiré GUEDON

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeurs Généraux Adjoint

M. Guy Nazaire SAMBA

Mme. Aurélie KASSAT

Contact :

Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, Centre-Ville

B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dge.gouv.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette seconde note de conjoncture économique (NDC) de l'année 2013.



SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU PREMIER SEMESTRE	8
I.1- LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	8
I.2- LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT.....	9
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER SEMESTRE	10
II. EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN JUIN 2013	10
II.1- TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'EVOLUTION SECTORIELLE	10
II.2 LE PETROLE	12
II.3- LE MANGANESE	12
II.4- AGRICULTURE ET PECHE	13
<i>II.4.1- Les cultures maraîchères et vivrières.....</i>	<i>13</i>
<i>II.4.2- Le caoutchouc naturel.....</i>	<i>14</i>
<i>II.4.3- La pêche</i>	<i>14</i>
II.5- LES AGRO – INDUSTRIES	15
<i>II.5.1 La production meunière et avicole</i>	<i>15</i>
<i>II.5.2 La production sucrière</i>	<i>15</i>
<i>II.5.3 Le tabac</i>	<i>16</i>
<i>II.5.4- Les boissons gazeuses et alcoolisées.....</i>	<i>17</i>
<i>II.5.5- L'eau minérale</i>	<i>17</i>
<i>II.5.6- Les huiles et corps gras</i>	<i>17</i>
II.6- LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION.....	18
<i>II.6.1- La chimie</i>	<i>18</i>
<i>II.6.2- Les gaz industriels.....</i>	<i>19</i>
<i>II.6.3- Les lubrifiants.....</i>	<i>19</i>
<i>II.6.4- Les matériaux de construction</i>	<i>20</i>
<i>II.6.5- La seconde transformation des métaux.....</i>	<i>20</i>
II.7- LE RAFFINAGE	21

II.8- LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE ...	22
<i>II.8.1-L'électricité</i>	<i>22</i>
<i>II.8.2- L'eau.....</i>	<i>22</i>
II.9- LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	23
II.10- LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	24
<i>II.10.1- Le transport terrestre</i>	<i>24</i>
<i>II.10.2- Le transport aérien.....</i>	<i>24</i>
<i>II.10.3- Le transport ferroviaire.....</i>	<i>25</i>
<i>II.10.4- Le transport maritime.....</i>	<i>26</i>
II.11- LES TELECOMMUNICATIONS	27
II.12- LE COMMERCE	27
<i>II.12.1- Le commerce général structuré.....</i>	<i>27</i>
<i>II.12.2- Le commerce des véhicules</i>	<i>27</i>
<i>II.12.3- Le commerce des produits pétroliers</i>	<i>28</i>
<i>II.12.4- Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	<i>28</i>
II.13- LES SERVICES	29
<i>II.13.1- Services rendus aux entreprises</i>	<i>29</i>
<i>II.13.2- Services rendus aux particuliers</i>	<i>29</i>
<i>II.13.3- Services immobiliers</i>	<i>29</i>
<i>II.13.4- Services de réparation mécanique</i>	<i>30</i>
II.14- L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	30
II. 15 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE.....	31
<i>II.15-1 Situation du bilan</i>	<i>31</i>
<i>II.15.2 Les opérations avec la clientèle.....</i>	<i>31</i>
II. 16 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE	33
<i>II. 16.1 Evolution des ressources</i>	<i>33</i>
<i>II. 16 .2 Evolution des emplois</i>	<i>33</i>
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES	35
III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION	35
III.2- L'EMPLOI.....	36
III.3- LES SALAIRES	38

<i>III.3.1 Situation de l'administration</i>	38
<i>III.3.2 Main d'œuvre non permanente</i>	39
<i>III.3.3 Collectivités locales</i>	39
III.4- LE COMMERCE EXTERIEUR AU PREMIER SEMESTRE 2013	39
<i>III.4-1 Evolution des exportations en valeur</i>	39
<i>III.4-2 Evolution des importations en valeur</i>	39
III.5- LE PARTENARIAT ECONOMIQUE	40
<i>III.5.1- Les principaux clients du Gabon</i>	40
<i>III.5.2- Les principaux fournisseurs du Gabon</i>	40
<i>III.5.3 Par zone</i>	41
III.6- LA DETTE PUBLIQUE	43
<i>III.6.1- Evolution des règlements</i>	43
<i>III.6.2- Evolution des tirages sur financements extérieurs</i>	43
CONCLUSION	44
ANNEXES	45
<i>Tableau 1 : PIB ressources à prix constant 2005-2013</i>	45
<i>Tableau 2 : Evolution du PIB en volume 2006-2013</i>	46
<i>Tableau 3 : PIB Emplois en volume 2005-2013</i>	47
<i>Tableau 4 : Evolution du taux de croissance du PIB Emplois de 2006-2013</i>	48
ENCADRE 1 : LES FINANCES PUBLIQUES AU 1^{er} TRIMESTRE 2013	49
ENCADRE 2 : COOPERATION INTERNATIONALE	51

INTRODUCTION

L'économie mondiale a progressé à un rythme moins rapide au cours du premier semestre 2013, comparativement à la même période en 2012. Les perspectives économiques mondiales restent influencées par la conjoncture économique dans les pays avancés. Ainsi, aux Etats-Unis, bien qu'en nette amélioration, la situation économique globale reste fragile, tandis que la zone euro est en récession.

L'évolution économique dans les pays émergents et en développement a été marquée au cours de cette période par une baisse de la demande en provenance des principaux pays avancés et d'un recul des prix de plusieurs produits de base.

En définitive, la croissance économique mondiale devrait au mieux se stabiliser autour de 3%, sinon elle pourrait baisser au regard de nombreux risques en présence.

S'agissant de l'activité économique nationale, au terme des six premiers mois de l'année 2013, il est à noter une consolidation des performances enregistrées dans la plupart des secteurs, sous l'effet de la conjoncture favorable, marquée par la fermeté de la demande nationale et internationale.

En effet, dans le **secteur primaire**, les effets induits des grèves de l'ONEP et du personnel sur le site d'Obangué et du déclin naturel des champs matures ont occasionné la baisse de la production pétrolière de 6,7%. A contrario, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse s'est fortement appréciée (+44,7%) du fait de la conjoncture internationale favorable. Parallèlement, les cultures maraichères et vivrières et la pêche sont marquées par de bons résultats au cours de la période sous-revue.

S'agissant du **secteur secondaire**, hormis le tabac et les autres industries de transformation, les autres branches ont enregistré une amélioration des résultats industriels et commerciaux, soutenus par la fermeté de la demande du marché local.

Dans le **secteur tertiaire**, toutes ses composantes ont bénéficié du regain d'activité observée dans les autres secteurs de l'économie. Il en est ainsi des transports, des télécommunications, du commerce et des services.

Au premier semestre 2013, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a régressé de 0,4% contre une hausse de 2,8% sur la même période l'année précédente. Ceci, en liaison avec les récentes mesures gouvernementales d'exonération de taxes sur plusieurs produits et denrées de première nécessité.

Au cours de la même période, le commerce extérieur du Gabon s'est caractérisé par une contraction des exportations en valeur (-3,9%) et un léger relèvement des importations (+1,6%). En conséquence, le solde commercial, bien qu'excédentaire a baissé de 6,8% par rapport à 2012.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU PREMIER SEMESTRE 2013

L'économie mondiale a progressé à un rythme modéré au cours des six premiers mois de l'année 2013, comparativement à la même période un an plus tôt. Au cours du premier semestre, l'environnement économique mondial s'est caractérisé par une demande intérieure bien plus faible que prévue et une croissance plus lente dans plusieurs grands pays émergents. L'évolution économique des pays avancés a été à nouveau marquée par une récession prolongée dans la zone euro.

Par ailleurs, de nombreux risques concourant à une dégradation de la situation économique globale sont demeurés présents à savoir, une faiblesse de la demande intérieure dans plusieurs pays, notamment ceux de la zone euro, et des difficultés d'ajustement budgétaire aux Etats-unis et au Japon. A cela, s'est ajouté un risque de ralentissement prolongé de l'activité dans les pays émergents.

Au regard de ce qui précède, les perspectives économiques mondiales font état d'une croissance de 3,1% en 2013, ce qui représente une évolution similaire à celle observée en 2012.

1.1- LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

La situation économique des pays avancés est demeurée fragile au cours du premier semestre, à cause d'une récession sévère dans la **zone euro** et d'une croissance atone aux Etats unis. Ainsi, la demande globale est demeurée trop faible et de nombreuses difficultés de financement ont été observées. Tout ceci a contribué à plomber les perspectives économiques de ces pays. En juillet, les prévisions indiquaient une croissance de 1,2% pour l'année 2013, identique à celle annoncée en avril.

Aux **Etats-Unis**, il a été observé une demande privée plus rigoureuse au cours de la période, et un marché du crédit et du logement en nette amélioration. Toutefois, la procédure de réduction automatique des dépenses a eu un impact sur la croissance potentielle qui ne devrait pas dépasser 1,7% en 2013.

La croissance a été plus vigoureuse au **Japon** au cours du premier semestre. Elle a été portée par une consommation et les exportations plus dynamiques. Ainsi, les prévisions de l'économie japonaise relèvent une amélioration du PIB de 2% en 2013. L'amélioration de ces prévisions est liée en outre, aux mesures prises en vue de soutenir encore plus la demande privée.

L'économie des pays de la **zone euro** ne s'est guère améliorée au cours du premier semestre. Les principaux dysfonctionnements observés indiquent des taux d'intérêt trop élevés dans certains pays de la périphérie pour assurer une reprise, une demande atone et des tensions

budgétaires et financières. Ainsi, pour la deuxième année consécutive la zone euro serait en récession avec une croissance de -0,6%.

Dans ce contexte, la situation économique par pays se traduirait par des taux de croissance faibles, voir négatifs. Ils seront ainsi respectivement de 0,3%, -0,2%, -1,8%, -1,6% en Allemagne, en France, en Italie et en Espagne.

Hors zone, le PIB du Royaume Uni s'inscrirait en hausse de 0,6% contre 0,3% auparavant.

I.2- LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Au cours du premier semestre, l'activité économique dans les pays émergents et en développement a semblé marquer le pas. Le ralentissement sensible de l'activité dans ces pays est lié à la forte décélération de la demande des principaux pays avancés, au durcissement des politiques économiques nationales et au repli des investissements.

Ceci a conduit à une révision à la baisse des prévisions annuelles. Ainsi, le taux de croissance attendu est de 5% contre 5,3% indiqué en avril par le Fonds Monétaire International.

En Asie, l'économie chinoise a progressé en moyenne de 7,6% au cours du premier semestre. Ce pays subit les conséquences liées à la baisse de la demande en provenance des pays avancés. Ainsi, en juillet, l'excédent commercial a reculé de 30% sur un an. Les prévisions tablent sur une expansion de 7,8% pour l'année. En Inde, il est attendu une croissance de 5,6% sur l'année.

L'économie russe, fortement dépendante de l'extérieur pour l'écoulement des produits de base, est en décélération depuis le début de l'année. Les prévisions annuelles indiquent une croissance en recul à 2,5%.

En Amérique latine, les perspectives économiques restent stables. Toutefois, on note une détérioration des projections des pays exportateurs de produits de base en raison de la baisse des cours de ces produits. En définitive, le taux de PIB attendu pour 2013 est identique à celui annoncé au premier trimestre, c'est-à-dire 3%. Le Brésil et le Mexique, principales économies majeures de la région, progresseraient respectivement avec des taux de PIB de 2,5% et 2,9%.

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord restent confrontés à des transitions internes difficiles sur les plans économique et politique. Le taux du PIB de la zone ne devrait pas dépasser 3,1% pour 2013.

Le continent africain est confronté depuis le début de l'année à la baisse de la demande mondiale, qui s'accompagne d'une réduction des cours. Par ailleurs, les difficultés internes à certains grands pays tels que le Nigéria et l'Afrique du Sud influencent la croissance en Afrique subsaharienne qui devrait se maintenir à 5%.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER SEMESTRE 2013

II. EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN JUIN 2013

II.1 TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'EVOLUTION SECTORIELLE A FIN JUIN 2013

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Manganèse	↗
Agriculture et pêche	
<i>Cultures maraichères et vivrières</i>	↗
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Pêche</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↗
<i>Raffinerie de sucre</i>	↗
<i>Fabrication de tabac</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↘
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↘
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↗
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Terrestre</i>	↘
<i>Aérien</i>	↗
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Maritime</i>	↗

Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↗
<i>Véhicules neufs</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↗
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↗
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↗

II.2 LE PETROLE

A fin juin 2013, la production nationale s'est élevée à 5,524 millions de tonnes contre 5,921 millions de tonnes, soit un repli de 6,7%. Les effets induits par les grèves de l'ONEP et du personnel sur le site d'Obangue, le déclin naturel des champs matures, ainsi que les problèmes techniques rencontrés par les opérateurs expliquent cette situation. Cependant, on relève les bons résultats enregistrés par Total Gabon (+1,7%) et Maurel & Prom, suite aux travaux de redéploiement du champ Anguille et de la montée en puissance des champs Maroc Nord et Omoueyi.

Sur le plan commercial, les livraisons du pétrole ont affiché un recul de 15,1% au premier semestre 2013 pour un volume de 4,91 millions de tonnes, en raison de la baisse de la demande asiatique et de l'Amérique du Nord.

Evolution de l'activité pétrolière

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production (en millions de tonnes)	5,921	5,524	-6,7%
Exportations (en millions de tonnes)	5,781	4,91	-15,1%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	113,34	107,50	-5,2%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	113,30	105,87	-6,6%
Taux de change (\$US/FCFA)	506,09	499,52	-1,3%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Sur les six premiers mois de 2013, les prix du pétrole (Brent) se sont établis à 107,5 dollars en moyenne, soit une baisse de 5,2% par rapport à la même période de 2012 (113,34 dollars). Cette évolution est liée à des craintes sur la faiblesse de la demande mondiale, dans un contexte où les niveaux de l'offre et des stocks de brut restent relativement élevés. Parallèlement, le prix moyen des bruts gabonais s'est situé à 105,87 dollars le baril, régressant de 6,6% par rapport à fin juin 2012.

Par ailleurs, la moyenne à fin juin 2013 du taux de change du dollar par rapport au FCFA a connu un léger retrait de 1,3% à 499,52 FCFA contre 506,09 à la même période en 2012.

II.3- LE MANGANESE

Au premier semestre 2013, la production mondiale d'acier au carbone a progressé de 2%, tirée principalement par la Chine (7%). Dans ce contexte, la production nationale de minerai et d'aggloméré de manganèse a augmenté de 44,7% par rapport au premier semestre 2012, s'établissant à un niveau record de 1,9 million de tonnes. De même, les livraisons externes de manganèse se sont accrues de 46,6% à 1,9 million de tonnes.

Sur le plan financier, les ventes des produits de la société ont généré un chiffre d'affaires de 186,2 milliards de FCFA, soit une hausse significative de 47,1%, confortée par le redressement des prix du minerai de manganèse (spot CRU, CIF Chine) au cours du premier semestre 2013 (+16% par rapport au 1^{er} semestre 2012 à 5,6USD/dmtu).

Evolution de l'activité minière

(en tonnes)	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production	1 311 801	1 897 560	44,7%
Exportations	1 270 850	1 866 347	46,9%
Ventes	1 270 612	1 862 268	46,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	126 570	186 243	47,1%

Source : Comilog, Sepbg et Setrag (manganèse de Ndjolé)

II.4- AGRICULTURE ET PECHE

II.4.1- Les cultures maraîchères et vivrières

Au terme des six premiers mois de l'année 2013, les cultures maraîchères et vivrières ont été marquées par la hausse de leur production, sous l'impulsion de l'extension des surfaces cultivées et de l'accroissement du nombre de stagiaires encadrés. Ainsi, les produits maraichers ont augmenté de 4,5% pour atteindre 3 035 tonnes à fin juin 2013, alors que les produits vivriers ont connu une quasi-stagnation des quantités produites. Dans le même temps, les autres activités de l'Institut Gabonais d'Appui au Développement (production de pâte de manioc et élevage de porcs et de volaille) se sont améliorées au cours de cette période.

Evolution de l'activité de l'Igad

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Productions			
Produits maraîchers (en tonnes)	2 904	3 035	4,5%
Produits vivriers	1 520	1 527	0,5%
Porcs (nombre de porcs vendus)	4 001	4 115	2,8%
Œufs (nombre d'œufs en millions)	27	34	25,9%
Pâte de manioc (en tonnes)	400	450	12,5%
Surface cultivée (en ha)	20	30	50,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	4 205	5 030	19,6%
Formation (nombre de stagiaires)	625	710	13,6%

Source : IGAD

En conséquence, le chiffre d'affaires issu de la vente de ses produits a progressé de 19,6% pour atteindre 5 milliards de FCFA, sous l'effet de la demande soutenue du marché domestique.

II.4.2- Le caoutchouc naturel

A fin juin 2013, la filière caoutchouc naturel est caractérisée par la morosité de l'activité. En effet, suite au ralentissement des saignées des hévéas induit par l'invasion des insectes, la production de caoutchouc en fonds de tasse a régressé de 7,5% à 17 455 tonnes. Corrélativement, l'usinage du caoutchouc en granulé a connu un repli de 0,6% pour s'établir à 9 237 tonnes.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a chuté de 32,8% pour se situer à 10,9 milliards de FCFA contre 15,2 milliards de FCFA, sous l'effet conjugué de la baisse des quantités exportées et du repli des cours mondiaux du caoutchouc naturel (-18,5% à 3030 US\$ la tonne).

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 12/11
Production (en tonnes)			
Caoutchouc humide	18 876	17 455	-7,5%
Caoutchouc usiné (granulé)	9 293	9 237	-0,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	15 166	10 910	-32,8%

Source : SIAT

II.4.3- La pêche

La filière pêche et aquaculture a été marquée au cours des six premiers mois de l'année 2013 par la relance de l'activité, suite à la levée de la mesure gouvernementale de suspension de licences de pêche. C'est ainsi que la production totale de produits halieutiques s'est élevée à 16 600 tonnes, soit une légère hausse de 2,3%, tirée par la pêche industrielle et continentale.

Evolution de l'activité de la pêche

(milliers de tonnes)	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production halieutique totale	16,23	16,60	2,3%
Pêche industrielle	3,25	3,40	4,6%
Pêche artisanale maritime	11,80	11,50	-2,5%
Pêche continentale	0,60	0,80	33,3%
Aquaculture	0,58	0,90	55,2%

Source : Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture

II.5- LES AGRO – INDUSTRIES

II.5.1 La production meunière et avicole

L'activité meunière et avicole a enregistré des résultats globalement positifs au cours du premier semestre 2013 après la résolution du problème d'approvisionnement de l'usine en blé observé en début d'année. En effet, la production de farine a progressé de 3,6%, atteignant 36 464 tonnes. De même, la production des aliments pour bétail a augmenté de 3,8%. En revanche, la production des œufs a connu un léger repli de 0,3%.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production (en tonnes)			
Farine	35 196	36 464	3,6%
Issues	9 506	10 157	6,8%
Aliments bétail	12 209	12 673	3,8%
Œufs (en milliers d'unité)	18 391	18 327	-0,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	15 601	16 378	5,0%

Source : Smag

En raison de ces performances, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 5%, soit un montant de 16,4 milliards de FCFA.

II.5.2 La production sucrière

A fin Juin 2013, la raffinerie de sucre a enregistré globalement des résultats satisfaisants. Ainsi, sur le plan agronomique, la récolte de canne à sucre s'est traduite par une hausse de 7,1% de la production de granulé de 50 kg à 4 124 tonnes. De même, la transformation de sucre a connu une amélioration de 75,1%, tirée par le sucre granulé d'un kilo. Cependant, il faut noter que les importations de 5 655 tonnes de sucre ont pesé sur la transformation de sucre en morceau (-23,3%).

Sur le plan commercial, la baisse des ventes de sucre induite par la contraction des consommations des clients industriels de 14,2% (Sobraga et Sigalli), a entraîné le repli de 3,2% du chiffre d'affaires qui s'est situé à 8,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production (granulé 50 kg)	3 851	4 124	7,1%
Transformation	2 912	5 101	75,2%
Sucre (en morceaux)	2 912	2 233	-23,3%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	0	2 868	-
Ventes (en tonnes)	14 447	14 000	-3,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 886	8 601	-3,2%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	422	420	-0,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 873	1 873	0,0%

Source : Sucaf

II.5.3 Le tabac

La morosité de l'activité observée dans la branche de fabrication de tabac en début d'année 2013 s'est accentuée au 2^{ème} trimestre, en raison de la persistance du problème d'engorgement du port d'Owendo, avec pour conséquences les difficultés d'approvisionnement en intrants et d'exporter les produits. Ainsi, tous les produits ont connu une régression de leur production, notamment le scaferlati (-17,1%), les cigarettes (-42%) et le tabac feuille (-8,8%).

En conséquence, le chiffre d'affaires total a chuté de 20,9%, se situant à 5,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du tabac

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Productions			
Scaferlatis (tonnes)	756,4	627,0	-17,1%
Cigarettes (milliers de paquets)	13 348	7 745	-42,0%
Tabac en feuilles (caisses)	364,0	332,0	-8,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 182,1	5 683,9	-20,9%
CA marché local	1 617,6	1 773,1	9,6%
CA Export	5 564,5	3 910,8	-29,7%
Effectifs	77	74	-3,9%
Masse salariale	529,8	562,8	6,2%

Source : Sociga

II.5.4-Les boissons gazeuses et alcoolisées

A la suite de l'installation de nouveaux équipements de brassage, la brasserie s'est caractérisée par des résultats globalement positifs A fin juin 2013. En effet, la production totale de boissons gazeuses et alcoolisées s'est élevée à 1,257 million d'hectolitres, soit une hausse de 6,2%, tirée par les boissons gazeuses et les bières.

Sur le plan commercial, les ventes des boissons ont généré un chiffre d'affaires de 73,2 milliards de FCFA au cours des six premiers mois de 2013, soit une progression de 8% par rapport à la même période en 2012.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Productions (en hectolitres)	1 183 925	1 257 360	6,2%
Bières	629 483	654 894	4,0%
Boissons gazeuses	508 376	563 153	10,8%
Vins	17 321	16 922	-2,3%
Divers	28 745	22 391	-22,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	67 806	73 221	8,0%
Effectifs	869	878	1,0%
Masse salariale	5 031	5 359	6,5%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.5.5-L'eau minérale

Au cours des six premiers mois de l'année 2013, la production de l'eau minérale s'est caractérisée par une amélioration de 25,1%, se situant à 235 226 hectolitres, en raison de la demande sans cesse croissante du marché domestique.

En conséquence, le chiffre d'affaires est en augmentation de 13,3%, soit un montant de 5,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production d'eau (en hectolitres)	188 050	235 226	25,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 604,0	5 216,0	13,3%
Effectifs	40	42	5,0%
Masse salariale	198,2	249,0	25,6%

Source : Soboléco

II.5.6-Les huiles et corps gras

L'embellie enregistrée la filière huile en début d'année s'est poursuivie à fin juin 2013. Ainsi, la production de l'oléine et des savons a progressé respectivement de 143% et 108,9%,

correspondant à des volumes de 2 743 tonnes et 1 755 tonnes. Ces bonnes performances sont la conséquence du retour à la normale du marché des huiles et produits gras suite aux investissements de renouvellement des équipements réalisés en 2012.

En conséquence, le chiffre d'affaires s'est élevé à 3,96 milliards de francs CFA au cours du 1^{er} semestre 2013, soit une hausse de 14,3% par rapport à la même période de 2012.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production (en tonnes)			
Huile brute	2 877	2 633	-8,5%
Oléine (huile raffinée)	1 129	2 743	143,0%
Savons	840	1 755	108,9%
Chiffres d'affaires (en millions de FCFA)	3 468	3 963	14,3%

Source : SIAT

II.6- LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Les autres industries de transformation sont marquées par un tassement de l'activité, en raison principalement de la concurrence vigoureuse des produits importés.

II.6.1- La chimie

Les peintures

La branche de fabrication des peintures s'est caractérisée par l'amélioration de l'activité au cours des six premiers mois de l'année 2013. Ainsi, la production a progressé de 3,2% pour s'établir à 2 378,2 tonnes, suite à l'approvisionnement régulier des usines en intrants.

En revanche, le chiffre d'affaires est en repli de 1,8% pour se situer à 5,1 milliards de FCFA à fin juin 2013, consécutivement à la faiblesse des commandes des clients industriels.

Evolution de l'activité de la branche « peintures »

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production (en tonnes)	2 304,0	2 378,2	3,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 234,0	5 138,2	-1,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	366,9	471,9	28,6%
Effectifs (en nombre)	73	80	9,6%

Sources : GPL, Chimie Gabon

Le renforcement des effectifs de 9,6% a induit un relèvement de la masse salariale de 28,6%.

II.6.2- Les gaz industriels

La production des gaz industriels a enregistré une chute de 21,8%, sous l'effet de la contraction de la demande de l'oxygène et de l'azote liquide par les structures hospitalières et les opérateurs des secteurs pétrolier et parapétrolier. Parallèlement, le chiffre d'affaires a été marqué par un repli de 16,7% pour se situer à 2,2 milliards de FCFA au cours des six premiers de 2013.

Evolution de l'activité de gaz industriels

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production (m3)	336 900	263 501	-21,8%
-Oxygène	149 900	140 200	-6,5%
-Azote gazeux	26 700	20 001	-25,1%
-Azote liquide	157 100	83 200	-47,0%
-Acétylène	3 200	20 100	528,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 590	2 157	-16,7%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	69	71	2,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	468,4	437,7	-6,6%

Source : Air Liquide Gaboa

II.6.3- Les lubrifiants

Au terme des six premiers mois de l'année 2013, on relève une atonie de l'activité de fabrication de lubrifiants, sous l'effet de la concurrence des huiles par les importateurs libres et de la contraction de la demande extérieure. A cet effet, malgré l'appréciation de la fabrication des emballages métalliques et plastiques (+29,8%), la production a connu un repli de 0,9% pour un volume de 3 025 tonnes.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires qui s'est affiché à 4,3 milliards de FCFA, a baissé de 1,5%.

Evolution de l'activité de lubrifiants

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	3 052	3 025	-0,9%
Emballages (en unités)	128 162	166 345	29,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 404,7	4 337,5	-1,5%
Effectifs (nombre d'agents)	44	43	-2,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	229,0	251,0	9,6%

Source : Pizolub

Les effectifs ont connu une réduction de 2,3% passant à 43 employés, pour une masse salariale évaluée à 251 millions de FCFA.

II.6.4- Les matériaux de construction

Durant les six premiers mois de 2013, la branche de fabrication de matériaux de construction s'est caractérisée par une évolution contrastée de ses principaux indicateurs d'activité. En effet, en dépit du relèvement de la production de clinker, la production de ciment a baissé de 5,1% pour s'établir à 89 462 tonnes. A l'inverse, les agrégats ont enregistré une progression de 17,1%, à 215 301 tonnes, suite à la fermeté de la demande des sociétés des BTP.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Productions (en tonnes)			
Clinker	53 082	59 042	11,2%
Ciment	94 223	89 462	-5,1%
Agrégats	183 939	215 301	17,1%
Ventes de ciment (en tonnes)	104 024	90 234	-13,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 769	9 195	-5,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 051	2 238	9,1%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	206	204	-1,0%

Source : Cim-Gabon

Sur le plan commercial, la baisse des ventes de ciment sur le marché domestique fortement concurrencé par les importations (177 829 tonnes de ciment importé) s'est traduite par un repli du chiffre d'affaires de 5,9%, à 9,2 milliards de FCFA à fin juin 2013.

II.6.5- La seconde transformation des métaux

A fin juin 2013, la seconde transformation des métaux a été marquée par un tassement de l'activité industrielle. En effet, la production totale des tôles s'est dépréciée de 10,1% pour se situer à 1 049,6 tonnes, du fait de la concurrence exacerbée des produits importés.

Toutefois, sur le plan commercial, la bonne tenue de la chaudronnerie, du chantier naval et de la construction métallique en liaison avec l'installation des nouvelles usines dans les secteurs bois et mine a impulsé le relèvement du chiffre d'affaires de 24,3%, soit 6,2 milliards de FCFA.

La seconde transformation des métaux

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production (en tonnes)	1 166,4	1 049,6	-10,0%
Tôles minces	448,5	375,8	-16,2%
Tôles épaisses	717,8	673,8	-6,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 021,0	6 241,9	24,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	520,8	395,3	-24,1%
Effectifs (en nombre d'agents)	146	167	14,4%

Sources : Sotralga, Sogi,

II.7- LE RAFFINAGE

A fin juin 2013, la raffinerie de pétrole s'est globalement caractérisée par une appréciation de ses résultats tant sur la plan industriel que commercial. En effet, le volume du brut traité a augmenté de 27,9% pour atteindre 272 750 tonnes métriques contre 213 306 tonnes métriques en 2012.

S'agissant des ventes des produits pétroliers raffinés, hormis le pétrole lampant, l'essence légère et le turbine fuel 1 dont les quantités vendues ont régressé au cours de la période sous revue, les autres produits se sont bien comportés tant sur le marché domestique que sur le plan extérieur, en raison de la demande soutenue des principaux clients industriels, en liaison avec le regain d'activité dans les secteurs d'activité.

Evolution de l'activité de Sogara

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Total du brut traité	213 306	272 750	27,9%
Compte propre (tonnes métriques)	213 306	272 750	27,9%
Ventes de Sogara			
Butane (TM)	16 966	16 997	0,2%
Super (m ³)	41 724	50 577	21,2%
Essence légère export (m ³)	10 870	4 954	-54,4%
Pétrole lampant (m ³)	19 535	17 709	-9,4%
Turbine fuel 1 (m ³)	32 167	29 649	-7,8%
Gasoil moteur (m ³)	266 202	321 863	20,9%
Fuel-oil 380 export (TM)	111 285	121 973	9,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	212 385	227 864	7,3%
Chiffre d'affaires intérieur	169 305	184 934	9,2%
Chiffre d'affaires export	43 080	42 929	-0,3%

Source: Sogara

Ainsi, tiré par les ventes locales dont la valeur a augmenté de 9,2%, le chiffre d'affaires global a atteint 227,9 milliards de FCFA, progressant de 7,3% par rapport à fin juin 2012.

II.8- LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

Au terme des six premiers mois de 2013, l'activité de la SEEG est caractérisée par des bonnes performances induites par les efforts d'investissements en matière d'équipement et de maintenance de l'outil de production.

II.8.1-L'électricité

La branche électricité a connu une amélioration de l'activité aux travaux de renouvellement et de renforcement, tant sur les postes sources des réseaux de production que de distribution. Ainsi, la production nette en électricité a progressé de 5,1% passant de 998,6 millions de kWh à 1 049,5 millions de kWh. Consécutivement, le volume des ventes hors cession se sont accrus de 4,5% pour s'établir à 812,1 millions de kWh.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production nette (en milliers de KWh)	998 625,3	1 049 506,8	5,1%
Volumes total facturés hors cession	777 207,5	812 095,3	4,5%
Volumes facturés MT hors cession	291 468,0	310 918,1	6,7%
Volumes facturés BT hors cession	485 739,5	501 177,1	3,2%
CA Total hors cession (millions de FCFA)	72 382,3	76 123,6	5,2%
CA MT hors cession	22 714,6	23 914,4	5,3%
CA BT hors cession	49 667,7	52 209,2	5,1%

Source: SEEG

Ainsi, le chiffre d'affaires s'est élevé à 76,1 milliards de FCFA, soit une hausse de 5,2%, en raison de la fermeté de la demande des clients industriels, notamment Comilog, Sobraga et les industries du bois. La consommation des ménages a également participé à cette embellie.

II.8.2- L'eau

Durant le premier semestre 2013, la branche eau potable a enregistré une augmentation de 4,7% de la production nette à 44,1 millions de m³, attribuable aux travaux de renforcement et de réhabilitation des ouvrages (stations de traitement et réseaux de distribution).

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m3)	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Production nette	42 153,7	44 123,4	4,7%
Ventes hors cession	31 552,9	32 506,3	3,0%
CA hors cession (en millions de FCFA)	11 095,3	11 807,7	6,4%

Source: SEEG

De même, les ventes hors cession se sont accrues de 3% en liaison avec la demande croissante des industriels (Sobraga, Setrag, Sogara et Cimgabon) et des ménages. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires est passé à 11,8 milliards de FCFA à fin juin, soit une hausse de 6,4%.

II.9- LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) est marqué par un regain d'activité au cours du premier semestre 2013, à la faveur des travaux liés au Schéma Directeur National des Infrastructures et de la poursuite des travaux d'aménagement du réseau routier. Ainsi, la production vendue a augmenté de 3% pour un montant de 85,7 milliards de FCFA en 2013. La bonne tenue du segment bâtiment et génie civil, du fait du lancement d'un certain nombre de marchés de construction à travers le pays, explique cette amélioration.

Parallèlement, l'activité de la ligne eau-électricité-téléphone s'est appréciée au cours de la période sous revue (+6,8%), en raison des travaux de sous-traitance importants avec la SEEG et l'Etat.

Evolution de l'activité des BTP

	Premier semestre 2013		
	2012	2013	Var13/12
Production vendue (en millions de CFA) dont :	83 200	85 700	3,0%
- Bâtiment et génie civil	74 210	76 100	2,6%
- Lignes eau-électricité-téléphone	8 990	9 600	6,8%
Effectifs (nombre de permanents)	5 100	5 620	10,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	12 080	13 100	8,4%

Sources : Colas Gabon, Entraco, Sogafric Services, Sogacer, Faco construction, Socobaedtpl, Bouygues Energies & Services Gabon (ETDE)

Les effectifs du secteur ont progressé de 10,2%, soit 5 620 agents permanents, en vue de soutenir le surcroît d'activité, entraînant une augmentation de la masse de 8,4%.

II.10- LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.10.1- Le transport terrestre

L'activité du transport des personnes et marchandises par voie terrestre s'est caractérisé par une évolution mitigée des principaux indicateurs durant le premier semestre 2013. En effet, le nombre de passagers transportés par Sogatra a accusé une baisse de 12,2%, en raison de la diminution du nombre de bus en exploitation (19,3%) du fait des pannes mécaniques.

Le chiffre d'affaires généré par l'activité de la société a progressé de 4,1%, soit un montant de 823,1 millions de FCFA, à la faveur du bon comportement des locations du fait des partenariats avec certaines entreprises pour le transport de leur personnel.

Evolution de l'activité du transport terrestre

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Nombre des bus exploités	83	67	-19,3%
Nombre des voyageurs transportés	3 039 348	2 668 445	-12,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	790,844	823,136	4,1%
Ventes de tickets	720,816	659,375	-8,5%
Locations	62,949	153,731	144,2%
Bagages	7,080	10,031	41,7%

Source : Sogatra

II.10.2- Le transport aérien

L'observé conjoncturel du premier semestre 2013 relatif au transport aérien révèle des indicateurs en nette progression. En effet, les mouvements commerciaux des avions se sont raffermis de 3,3%, représentant 9 314 vols à fin juin 2013 contre 9020 mouvements en 2012. Cette augmentation est liée au dynamisme du réseau international, lequel affiche un taux de croissance 10,2%.

Activité de transport aérien

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Mouvements vols commerciaux	9 020	9 314	3,3%
- Réseau domestique	4 281	4 092	-4,4%
- Réseau international	4 739	5 222	10,2%
Passagers	393 973	413 493	5,0%
- Réseau domestique	126 764	130 452	2,9%
- Réseau international	228 047	233 493	2,4%
- Transit	39 162	49 548	26,5%
Volume du fret (en tonnes)	8 526	8 752	2,7%
- Réseau domestique	195	804	312,5%
- Réseau international	8 331	7 948	-4,6%

Source: ADL

Au niveau des passagers, l'indicateur a affiché une augmentation de 5,0%, soutenue par les bonnes performances du transit, en liaison avec les arrivées d'Air Côte d'Ivoire et de Turkish Airlines, associé au dynamisme de Royal Air Maroc. A cela, s'ajouté la vitalité des compagnies Afrijet Business, Afric Aviation sur le réseau national, pendant que les compagnies Air France, Air Sénégal et Ethiopian ont impulsé la hausse des passagers transportés sur le réseau international.

Enfin, le fret s'est amélioré de 2,7% à 8 752 tonnes, imputable à la bonne tenue de Sky Gabon et DHL Aviation.

II.10.3- Le transport ferroviaire

Au cours du premier semestre 2013, le transport est globalement marqué par un frémissement de son activité. Ainsi, le volume global des marchandises a considérablement progressé (+33,9%), soit 2,1 millions de tonnes, attribuable au minerai de manganèse dont la production a connu un regain. Les autres produits évacués par rails ont vu leurs volumes régresser au cours de la même période.

S'agissant des passagers transportés par voie ferroviaire, la baisse enregistrée à fin juin 2013 est liée à l'absence d'évènements d'envergure dans les provinces sillonnées par le train et particulièrement aux désagréments causés par l'irrégularité et les déraillements des trains. A cela s'ajoute la concurrence du transport terrestre qui se développe sur le tronçon Libreville-Franceville.

Enfin, le chiffre d'affaires de l'entreprise s'est apprécié de 11,4% pour s'établir à 21,5 milliards de FCFA au 30 juin 2013.

Activité de transport ferroviaire

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Nombre de passagers	104 258	91 183	-12,5%
Volume global des marchandises (en T)	1 557 578	2 085 738	33,9%
Grumes	141 982	143 796	1,3%
Bois débités	20 433	18 836	-7,8%
Manganèse	1 205 930	1 767 741	46,6%
Clinker	15 067	9 756	-35,2%
Produits pétroliers	28 556	28 173	-1,3%
Autres marchandises	145 610	117 436	-19,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	19 330	21 526	11,4%

Source: SETRAG

II.10.4- Le transport maritime

L'activité de transport maritime est caractérisée par de bonnes performances au du premier semestre 2013, au regard de l'évolution ascendante des principaux indicateurs, notamment les mouvements de bateaux et le volume global des marchandises.

En effet, les mouvements de bateaux embarquant et débarquant au port d'Owendo ont atteint 303 à fin juin 2013 contre 237 mouvements en 2012, soit une évolution significative de 27,8%. Parallèlement, le volume global des marchandises transportées a affiché une progression de 36,3% par rapport au premier semestre 2012. Cette croissance est soutenue par les exportations de manganèse et les importations des produits énergétiques (hydrocarbures et lubrifiants) et les matériaux de construction (ciment).

Evolution de l'activité du transport maritime (OWENDO)

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Mouvements des bateaux	237	303	27,8%
Volume total de marchandises (en tonnes)	2 126 435	2 898 770	36,3%
Bois débités	214 551	165 140	-23,0%
Manganèse	1 090 492	1 633 477	49,8%
Autres marchandises	821 392	1 100 153	33,9%

Source : GPM Owendo

II.11- LES TELECOMMUNICATIONS

A fin juin 2013, la branche des télécommunications a été marquée par la poursuite de l'embellie de l'activité amorcée depuis l'installation de la téléphonie mobile. Ainsi, le nombre d'abonnés au GSM a progressé de 8,1% pour atteindre 2,2 millions de clients, tirant profit de l'extension du réseau et des actions promotionnelles. Par ailleurs, les parcs Fixe et Internet ont retrouvé une croissance soutenue (+2,3% et +27% respectivement) suite à la fin des opérations de fiabilisation du parc CDMA opérées en 2012 et grâce à l'enrichissement des offres.

Evolution de l'activité des Télécoms

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	140,056	148,304	5,9%
Nombre d'abonnés au mobile	1 998 704	2 161 509	8,1%
Nombre d'abonnés au fixe	18 156	18 573	2,3%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit	7 197	9 169	27,4%

Sources : Airtel Gabon, Gabon-télécom, Moov Gabon et Azur Gabon

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de la branche s'est établi à 148,3 milliards de FCFA, connaissant une hausse de 5,9%.

II.12- LE COMMERCE

II.12.1- Le commerce général structuré

Au terme des six premiers mois de 2013, le chiffre d'affaires du commerce général structuré s'est élevé à 162 milliards de FCFA contre 154 milliards de FCFA à la même période en 2012, soit une hausse de 5,2%, inhérente à la demande soutenue du marché domestique, notamment des produits alimentaires et de la quincaillerie.

Evolution du commerce général structuré

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	154	162	5,2%

Sources: Ceca-Gadis, SAN, Gabon Meca, Nestlé-Gabon, Mbolo

II.12.2- Le commerce des véhicules

Le commerce de véhicules neufs réalisé par l'Union des représentants des automobilistes industriels (URAI) est évalué à 3 060 unités au premier semestre 2013 contre 2 817 unités en 2012, soit une hausse de 8,6%. Ces performances sont consécutives au regain d'activité dans les secteurs économiques avec une hausse sensible des commandes de l'Etat et des entreprises. Par ailleurs, le choix des consommateurs se porte indéfiniment sur les véhicules

4X4, avec une préférence pour les marques nippones, où Toyota reste le premier choix des ménages gabonais et étrangers avec 32% des parts de marché.

Evolution du commerce des véhicules neufs

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Nombre de véhicules neufs vendus	2 817	3 060	8,6%

Source : URAI

II.12.3- Le commerce des produits pétroliers

Le commerce des produits pétroliers raffinés s'est caractérisé par une appréciation des volumes vendus de 13,1% au 30 juin 2013, soit 364 330 tonnes métriques. Cette amélioration s'explique non seulement par la fermeté de la demande des clients industriels, conjugué à l'accroissement et à la réhabilitation des stations-services. Par rapport aux produits, la hausse provient essentiellement du gasoil (+17,2%) et du supercarburant (+8,7%), alors que les ventes de pétrole lampant ont souffert de l'arrêt de l'activité de pêche en début d'année.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Volumes vendus (en tonnes métriques)	322 053	364 330	13,1%
dont Gasoil	232 442	272 479	17,2%
Supercarburant	32 437	35 269	8,7%
Pétrole lampant	15 214	15 052	-1,1%
Kérosène	20 533	21 346	4,0%

Sources: Total marketing, Engen Gabon, Petro Gabon, Oilybia, SGEPP

II.12.4- Le commerce des produits pharmaceutiques

Au premier semestre 2013, les produits pharmaceutiques ont affiché un chiffre d'affaires de 26,6 milliards de FCFA, en hausse de 10,7% par rapport à celui réalisé durant la même période de l'année précédente. La demande croissante du marché en liaison avec la prise en charge des assurés par la CNAMGS et la création de nouvelles pharmacies expliquent cette tendance.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	24 040	26 620	10,7%

Sources : Ubipharma, Pharmagabon

II.13- LES SERVICES

Le secteur des Autres Services est marqué par de bonnes performances au premier semestre 2013 avec une croissance consolidée de 6,8%.

II.13.1- Services rendus aux entreprises

Le chiffre d'affaires des services rendus aux entreprises a atteint 25,4 milliards de FCFA à fin juin 2013 contre 24,7 milliards au premier semestre de 2012, soit une hausse de 2,7%, sous l'effet de la bonne tenue des services juridiques, fiscaux et de gestion.

Evolution de l'activité de la sous branche des Services aux Entreprises

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	24 720	25 367	2,7%

Sources: Price Waterhouse Coopers, Price Waterhouse Coopers Tax & legal, Bureau Veritas Gabon, G.B.M, SOVOG, Déloitte & Touche, ERNST & Young, SGS, Gie Gesparc, CFAO Technologies, Gabon Propre Service.

II.13.2- Services rendus aux particuliers

Comparativement au premier semestre de 2012, les services aux particuliers ont connu un regain d'activité au 30 juin 2013, en raison du dynamisme des maisons de jeux et loisirs, des cabinets médicaux et des pompes funèbres.

Evolution de l'activité du segment les services aux particuliers

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	13 106,9	15 376,1	17,3%

Source : Pmug, SGJL, SGCL, Franstel, Casepga, Gabosep, Médical optique, Polyclinique El rapha, Labo color

II.13.3- Services immobiliers

Les services immobiliers ont affiché une augmentation du chiffre d'affaires de 3%, soit 7,7 milliards de FCFA au premier semestre 2013. La fermeté des transactions locatives liée à la demande importante en logements, conjuguée à la revalorisation du prix du loyer explique cette situation.

Evolution de l'activité de la sous branche des Services Immobiliers

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 455	7 679	3,0%

Sources : SNI, Agence immobilière Alliance, Agence Immobilière de Libreville, AICI, Agences N°1.

II.13.4- Services de réparation mécanique

L'activité des services de réparation automobile s'est consolidée au cours des six premiers mois de l'année 2013. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est établi à 13,7 milliards de FCFA, soit une appréciation de 4,3%, impulsée par la demande soutenue en pièces détachées en liaison avec l'accroissement du parc automobile d'occasion et du regain d'activité dans les mines et BTP.

Evolution de l'activité de la sous branche des Services de Réparation

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	13 115	13 679	4,3%

Sources : GSA, Pièces Equip'Auto, ECIG, CRA, BIG, LSA.

II.14- L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

Au cours du premier semestre 2013, le secteur de l'hôtellerie a confirmé les performances observées en début d'année. En sus de l'organisation des événements particuliers en début d'année, le secteur a bénéficié de la tenue de la 2ème édition du « New-York Forum Africa » et du centenaire de Lambaréné, ainsi que des activités traditionnelles (séminaires, conférences, banquets, etc.). Ainsi, le taux d'occupation des trois hôtels de classe internationale a gagné 3,6 points, atteignant 71,47%.

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires a progressé de 25,9% pour se situer à 37,3 milliards de FCFA, conforté par le relèvement des prix moyens des chambres de haut standing de 59,8% et des bonnes performances de la restauration collective.

Evolution de l'activité hôtelière

	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	29 604	37 279	25,9%
Chambres occupées (en nombre)	70 977	61 685	-13,1%
Taux d'occupation (en %)	67,87	71,47	3,6 pts
Prix moyen/chambre (FCFA)	89 978	143 799	59,8%

Sources : Okoumé palace, Rê-Ndama, Mandji, Sodexo, MDO Services, GSS Gabon

II. 15 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

Le système bancaire gabonais compte dix (10) banques en activité au 30 juin 2013.

II.15-1 Situation du bilan

Le dynamisme de l'activité bancaire s'est poursuivi sous l'effet de l'augmentation des dépôts collectés et des crédits octroyés. Ainsi, le total agrégé des bilans s'est établi à 2400 milliards de FCFA, en hausse de 19,8% par rapport à juin 2012.

II.15.2 Les opérations avec la clientèle

Les ressources collectées

Les ressources à vue ont augmenté de 31,4% sur la période sous revue. Elles se sont établies à 1256 milliards de FCFA et représentent 59,8% de l'ensemble des dépôts collectés contre 55,0% un an plus tôt.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle sont à 761 milliards de FCFA. Elles ont augmenté de 9,1% par rapport à juin 2012. Néanmoins, leur part dans le total des dépôts collectés représente recule à 36,2% contre 40,1% à la même date en 2012.

Evolutions des ressources par types de comptes (en millions de FCFA)

Types de comptes	Premier semestre			
	2011	2012	2013	Var13/12
Comptes à vue	1 066 925	955 988	1 256 248	31,4%
Compte à terme	333 573	680 848	742 957	9,1%
Comptes de dépôts à régime spécial	23 210	16 649	17 929	7,7%
Autres comptes	40 072	77 949	74 162	-4,9%
Dettes rattachées	4 184	7 884	9 075	15,1%
TOTAL DES DEPOTS	1 467 964	1 739 318	2 100 371	20,8%

Sources : COBAC, Banques et DGEFP.

Les dépôts des administrations publiques ont plus que doublé pour s'établir à 275 milliards. Ils représentent 13,1% du total des dépôts contre 7,0% en juin 2012. En revanche, les dépôts des entreprises publiques sont en retrait de 70,5% sur la période et se sont fixés à 31 milliards de FCFA.

Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)

	Premier semestre			
	2011	2012	2013	Var13/12
Dépôts publics	195 706	122 267	274 763	124,7%
Dépôts des entreprises publiques	42 668	106 157	31 352	-70,5%
Dépôts privés	1 148 395	1 385 587	1 660 021	19,8%
Dépôts des non-résidents	36 938	39 474	51 001	29,2%
Dépôts non ventilés	44 256	85 833	83 237	-3,0%
TOTAL DES DEPOTS	1 467 964	1 739 318	2 100 371	20,8%

Sources : COBAC, Banques et DGEPE.

Les crédits distribués

Les crédits accordés aux administrations publiques, en hausse de 42,8%, ressortent à 370 milliards de FCFA, soit 22,7 % du total des crédits bruts contre 20,4% en juin 2012. Les crédits aux entreprises publiques s'établissent à 64 milliards de FCFA, soit 3,9% des crédits distribués. Quant aux crédits au secteur privé, ils se sont élevés à 1 127 milliards de FCFA, et représentent 69,0% du total des crédits bruts contre 70,8% douze mois plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	Premier semestre			
	2011	2012	2013	Var13/12
Crédits à l'Etat	239 096	259 071	370 079	42,8%
Crédits aux entreprises publiques	10 669	17 666	64 091	262,8%
Crédits au secteur privé	656 813	900 416	1 126 837	25,1%
Crédits aux non-résidents	50 795	74 087	52 483	-29,2%
Autres créances	8 787	20 420	19 037	-6,8%
TOTAL CREDITS BRUTS	966 160	1 271 662	1 632 526	28,4%

Sources : COBAC, Banques et DGEPE.

Récapitulatif du respect des normes prudentielles

Normes prudentielles	Premier semestre		
	2011	2012	2013
Capital minimum	9	9	8
Couverture des risques	8	8	9
Plafond global des risques	8	8	9
Plafond individuel des risques	5	6	8
Couverture des immobilisations	8	8	8
Rapport de liquidité	7	6	9
Coefficient de transformation	8	8	9
Engagements sur les apparentés	7	6	8
Adéquation des fonds propres	5	5	7
Nombre Total des Banques	9	9	10

Source : COBAC et DGEFP.

Au total, sept (7) banques disposent de fonds propres nets suffisants en conformité avec les normes prudentielles.

II. 16 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

Au 30 juin 2013, le secteur de la microfinance, animé par dix (10) établissements (dont deux (2) de première catégorie et huit (8) de deuxième catégorie, a enregistré des résultats économiques appréciables.

II. 16.1 Evolution des ressources

Les fonds propres de l'ensemble des établissements de microfinance se sont situés à 4,1 milliards de francs CFA au 30 juin 2013 contre 2,1 milliards de francs CFA en juin 2012, soit une variation de 241,6%. Les opérations de recapitalisation et les subventions d'investissement expliquent cette forte évolution.

Parallèlement, l'épargne mobilisée a progressé de 35% passant de 17,7 milliards de francs CFA au 30 juin 2012 à 23,9 milliards de FCFA, au premier semestre 2013. Cette performance est consécutive aux différentes campagnes d'incitation à l'épargne menées par les EMF.

II. 16.2 Evolution des emplois

Les Etablissements de Microfinance ont enregistré un encours de crédit de 16,1 milliards contre 11,8 milliards de francs CFA au cours de la même période, soit une progression de 36,4%. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment le financement des activités des personnes économiquement faibles, des PME-PMI et des associations d'une part, ainsi que la demande vigoureuse et le rallongement de la durée de remboursement d'autre part.

Les taux d'intérêts sont restés constant sur toute la période. Ils ont oscillé entre 1,5% et 7% par mois pour les intérêts débiteurs (14% l'an pour les fonctionnaires) et entre 4 et 7% par an pour les intérêts créditeurs.

Le taux effectif global moyen des concours amortissables octroyés par les EMF s'est situé entre 23 et 30%. Les crédits sont octroyés en majorité aux commerçants.

La clientèle des EMF

L'activité enregistre une hausse de 15,2% du nombre d'utilisateurs, passant ainsi de 53 906 en juin 2012 à 62 110 en juin 2013.

Les effectifs

Concernant l'emploi, les effectifs globaux du secteur moderne ont été évalués à 374 agents contre 352 en juin 2012, soit une hausse de 6,3%.

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER SEMESTRE 2013

III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au premier semestre 2013, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a régressé de 0,4% contre une hausse de 2,8% sur la même période de l'année précédente. En glissement annuel, les prix ont baissé de 2,1% contre une augmentation de 2,5% en juin 2012.

Cette déflation observée au premier semestre 2013 s'explique par la baisse des prix de certains **produits alimentaires et boissons non alcoolisées**, du poste « **logement, eau, gaz et électricité** » (-1,5%), du **transport** (-3,1%), **des communications** (-8,5%) et **des loisirs et cultures** (-3%).

Le fléchissement des prix des produits alimentaires est davantage prononcé sur les postes viandes, pains et céréales. Il est expliqué par les effets positifs de la décision gouvernementale de suspendre les taxes fiscales sur certains produits de consommation de base depuis septembre 2012, par le renforcement des contrôles des prix et par la baisse des tensions inflationnistes des cours internationaux de certains produits alimentaires.

La baisse des prix de communications provient de la politique concurrentielle du secteur, conduisant les opérateurs à réviser régulièrement à la baisse les coûts de l'appel téléphonique.

Le repli de 3,1% des prix du transport au premier semestre 2013, s'explique par la diminution des tarifs des entretiens et réparations des automobiles.

Evolution des prix à la consommation à fin juin 2013

Regroupements	Pond.	Variation trimestrielle (%)		Janvier – Juin				Glissement
		T1	T2	2012	2013	Moyenne (%)		
						2012	2013	
INDICE GLOBAL	10000	0,2	-1,0	120,5	120,0	2,8	-0,4	-2,1%
Produits alimentaires et boissons non alcool	3291	1,8	1,5	128,8	131,0	5,0	1,7	-2,6%
Pains et céréales	673	-0,8	0,4	122,9	122,7	-0,9	-0,2	2,7%
Viandes	720	-1,0	-6,8	126,8	121,8	5,4	-4,0	-11,9%
Poissons et fruits de mer	446	8,4	-2,5	156,1	160,4	9,9	2,7	-5,3%
Lait, fromage et œufs	243	1,0	4,9	117,9	121,4	2,4	2,9	0,6%
Huiles et graisses	183	3,5	-2,1	132,7	133,6	19,6	0,7	-3,2%
Légumes et tubercules	534	1,6	4,4	137,0	141,1	11,2	3,0	0,7%
Boissons alcoolisées et tabac	185	0,1	0,3	116,3	116,5	-0,2	0,2	0,3%
Articles d'habillement et chaussures	794	-1,4	2,0	104,0	104,3	4,1	0,3	2,1%
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	0,0	-2,9	128,2	126,3	1,1	-1,5	-3,0%
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	1,6	3,3	100,8	103,3	-2,6	2,5	3,2%
Santé	357	1,0	0,9	121,0	122,2	0,3	1,0	1,0%
Transports	990	-3,1	-3,1	122,4	118,7	5,6	-3,1	-3,2%
Communications	355	-6,8	-10,2	111,7	102,2	-5,2	-8,5	-11,7%
Loisirs et cultures	503	-2,7	-3,2	102,9	99,8	5,5	-3,0	-3,1%
Enseignement	170	5,7	5,7	95,3	100,7	-10,5	5,7	5,7%
Restaurants et hôtels	466	5,8	1,0	116,6	120,5	2,3	3,4	-1,9%
Biens et services divers	275	-3,1	2,1	97,6	97,1	-5,4	-0,5	0,9%

Sources: DGEPE, DGS

III.2- L'EMPLOI

Au premier semestre 2013, les effectifs du secteur public se sont établis à 97 973 contre 93 079 agents au 1^{er} semestre 2012, soit une progression de 5,3%. Cette évolution est liée à un accroissement de 5% des employés de la Fonction publique (80 674 agents).

De même, les effectifs des collectivités locales et de la main d'œuvre non permanente (MONP) se sont accrus respectivement de 2,0% et 8,7%, en raison, notamment de l'ouverture de nouveaux services.

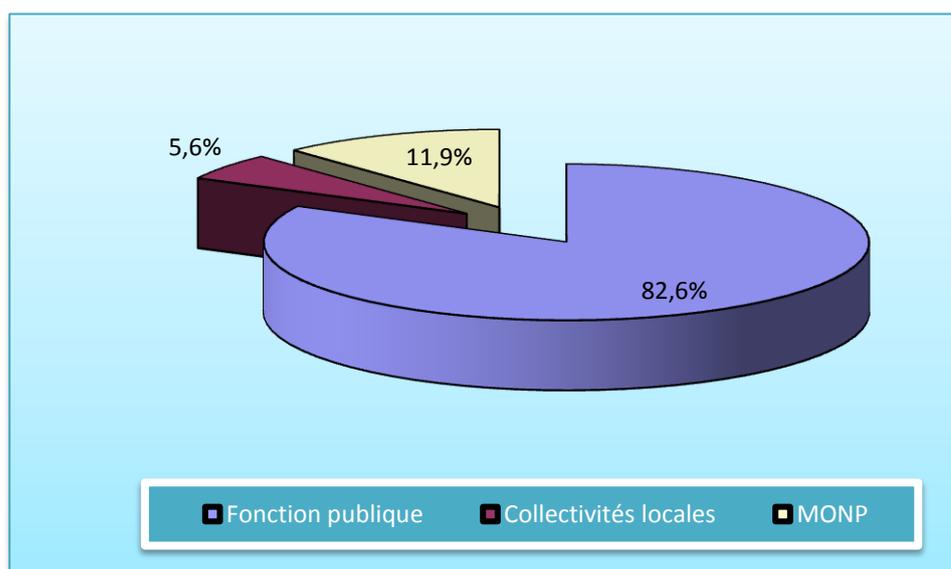
Evolution de l'emploi Public

Effectifs du Public	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Fonction publique	76 833	80 674	5,0%
Collectivités locales	5 317	5 425	2,0%
MONP	10 929	11 874	8,7%
Libreville	4656	5235	12,4%
Intérieur	6273	6639	5,8%
Total	93 079	97 973	5,3%

Sources: DGEPF, DGB

A fin juin 2013, les agents de l'Administration centrale ont représenté 82,6% des effectifs totaux, suivis de la main d'œuvre non permanente (11,9%) et des collectivités locales (5,6%).

Répartition de l'emploi du secteur public au 1^{er} trimestre 2013



Par département ministériel, l'accroissement des effectifs dans l'Administration publique s'explique essentiellement par les recrutements dans l'Administration Générale (+14,4%) et Centrale (+7,2%). L'analyse de l'évolution des effectifs de la Fonction Publique au cours des six premiers mois de l'année, montre un accroissement des recrutements dans les forces de défenses.

L'Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

DEPARTEMENTS	Premier semestre		
	2012	2013	Var. 13/12
Pouvoirs publics	22 106	23 812	7,2%
Administration générale	9 514	11 108	14,4%
Administration économique	7 032	7 090	0,8%
Administration du développement	3 800	4 008	5,2%
Administration des transports	1 251	1 295	3,4%
Administration de l'éducation	21 410	21 704	1,4%
Administration sociale	11 594	11 530	-0,6%
Autres	126	127	0,8%
Total	76 833	80 674	5,0%

Source: DGEPP

III.3- LES SALAIRES

Au premier semestre 2013, la masse salariale des agents de l'Etat a progressé de 8,6%, pour se situer à 274,8 milliards de Fcfa. Cette amélioration est portée conjointement par la hausse de la masse salariale de la solde permanente (+8,8%), de la main d'œuvre non permanente (+7,8%) et des collectivités locales (+5,5%).

Evolution semestrielle de la masse salariale en 2013

(En milliards de FCFA)	Premier semestre		
	2012	2013	Var. 13/12
Administrations			
Solde permanente	227,1	247,1	8,8%
MONP (Libreville+intérieur)	10,8	11,6	7,8%
Collectivités Locales	15,2	16,0	5,5%
Total général	253,1	274,8	8,6%

Sources : DGEPP, DGB, DGST

III.3.1 Situation de l'administration

En ce qui concerne les traitements et salaires, la solde permanente a atteint 247,2 milliards de Fcfa au premier semestre 2013 contre 227,1 milliards de Fcfa à la même période en 2012. Cette évolution de la solde permanente (+8,8%) résulte non seulement des effets induits de

l'harmonisation de la prime de logement entre les administrations et par catégories sans préjudice des régimes favorables, mais également des recrutements et des régularisations des situations administratives des agents publics.

III.3.2 Main d'œuvre non permanente

Au titre de la MONP, les dépenses en personnel affichent une hausse de 7,8% au premier semestre 2013. La masse salariale est passée de 10,8 milliards de Fcfa au premier semestre 2012 à 11,6 milliards de Fcfa au cours des six premiers mois de l'année. Cette progression est consécutive à l'accroissement des effectifs des agents publics (+8,7%).

III.3.3 Collectivités locales

Au premier semestre 2013, la masse salariale du personnel des collectivités locales a progressé de 5,5% pour s'établir à 16,0 milliards de Fcfa. Cette tendance est liée à l'accroissement des effectifs (+2%) des agents des administrations décentralisées.

III.4- LE COMMERCE EXTERIEUR AU PREMIER SEMESTRE 2013

Au terme des six (6) premiers mois de l'année 2013, le commerce extérieur du Gabon s'est caractérisé par une contraction des exportations en valeur (-3,9%) et un léger relèvement des importations (+1,6%). En conséquence, le solde commercial, bien qu'excédentaire de 1536,1 milliards de Fcfa, a baissé de 6,8% par rapport à 2012.

III.4-1 Evolution des exportations en valeur

Les exportations ont enregistré une baisse de près de 4% de leur valeur au 30 juin 2013, passant de 2509,4 milliards de Fcfa à 2410,4 milliards de Fcfa. Cette situation s'explique, principalement par un repli des cours du brut.

III.4-2 Evolution des importations en valeur

Au 30 juin 2013, les importations cumulées se sont établies à 874,3 milliards de Fcfa contre 860,4 milliards de Fcfa en 2012. Cet accroissement résulte de la hausse de 5,6% des consommations finales et de 6,7% des investissements en dépit de la baisse des biens de consommation intermédiaire (-11,2%).

Les importations en valeurs cumulées au 30 juin 2013

	Premier semestre			
	2011	2012	2013	Var13/12
Consommations Finales	223,5	240,7	254,2	+5,6%
Investissements	303,6	391,4	417,5	+6,7%
Consommations intermédiaires	171,3	228,3	202,6	-11,2%
Importations totales	698,4	860,4	874,3	+1,6%

Source : D.G.D.D.I

III.5- LE PARTENARIAT ECONOMIQUE

La configuration des partenaires du Gabon a connu quelques changements au premier semestre 2013.

III.5.1- Les principaux clients du Gabon

A fin juin 2013, les exportations gabonaises à destination de ses dix (10) premiers clients ont reculé de 99,0 milliards de Fcfa, passant de 2509,4 milliards de Fcfa en 2012 à 2410,4 milliards de Fcfa. Cette situation résulte de la baisse des commandes des Etats Unis, du Japon, de la Chine. Par conséquent, les plus gros acheteurs sont désormais : la Malaisie (368,1 milliards de Fcfa), l'Australie (332,4 milliards de Fcfa) et viennent ensuite l'Espagne (220,2 milliards de Fcfa) Trinidad et Tobago (209,6 milliards de Fcfa).

Evolution de la structure des ventes gabonaises au premier semestre 2013 par pays

En milliards de Fcfa	Premier semestre			Var. 13/12
	2011	2012	2013	
Malaisie	104,2	0,7	368,1	52485,7%
Australie	210,1	274,2	332,4	21,2%
Espagne	55,5	29,2	220,2	654,1%
Trinidad et Tobago	190,8	213,8	209,6	-2,0%
Inde	7,4	263,6	199,0	-24,5%
Japon	1,0	243,0	185,8	-23,5%
Etats Unis	1 273,0	310,2	140,3	-54,8%
Chine	128,3	79,7	99,2	24,5%
Italie	41,4	22,1	90,0	307,2%
Indonésie	0,5	636,3	89,6	-85,9%
Autres	251,2	436,7	476,0	9%
Total	2 264,0	2 509,4	2 410,4	-4%

Source : DGDDI

III.5.2- Les principaux fournisseurs du Gabon

La structure des importations révèle que la France demeure le premier fournisseur du Gabon, suivie de la Belgique, de la Chine, des Etats-Unis et de la Turquie. En Afrique, l'Afrique du Sud est le principal fournisseur du pays. Ces pays ont exporté pour un montant de 577,2 milliards de Fcfa, soit respectivement 66% des importations totales du Gabon.

Evolution des importations gabonaises au premier semestre 2013 par principaux fournisseurs

En milliards de Fcfa	Premier semestre			
	2011	2012	2013	Var13/12
France	220,1	338,1	262,1	-22,5%
Belgique	114,5	111,3	152,5	37,1%
Chine	41,6	56,7	85,6	51,1%
Etats Unis	55,2	53,3	46,2	-13,3%
Turquie	5,8	5,4	30,6	466,7%
Italie	18,2	36,0	24,3	-32,5%
Afrique du Sud	10,6	16,5	19,7	19,4%
Pays Bas	17,8	21,0	18,3	-12,9%
Grande Bretagne	12,0	16,5	15,9	-3,6%
Espagne	11,8	12,4	15,1	21,8%
Autres	190,7	193,1	203,8	5,5%
Total	698,4	860,4	874,3	1,6%

Source : DGDDI

III5-3 Par zone

- **Les clients**

Les échanges par zone géographique montrent une participation active de l'Afrique. Les achats africains en provenance du Gabon ont progressé de 125,8 milliards de Fcfa au premier semestre 2013 par rapport à 2012 à la même période. Dans le même temps, les importations européennes ont cru de 225,2 milliards de Fcfa soit une hausse de 77% par rapport à 2012.

Toutefois, l'Asie demeure le plus gros importateur de produits gabonais, puisqu'elle a absorbé 42% des ventes du Gabon, suivi de l'Europe (20,8%) et de l'Amérique (14,1%).

Par ailleurs, les exportations à destination de l'Amérique et de l'Asie ont baissé respectivement de 37% et de 22%.

Evolution des ventes gabonaises au premier semestre 2013 par continent

(En milliards de Fcfa)	Premier semestre			
	2011	2012	2013	Var 13/12
Afrique	85,8	33,0	158,7	381,2%
dont CEMAC	12,7	14,6	85,5	484,9%
Amérique	1 473,8	560,0	351,2	-33,3%
Asie	251,6	1 348,3	1 048,5	-22,2%
Europe	242,7	293,9	519,1	76,6%
Océanie	210,2	274,2	332,8	21,4%
Total	2 276,8	2 524,0	2 495,9	-1,1%

Source : DGDDI

- **Les fournisseurs**

Au premier semestre 2013, les achats du Gabon en provenance de ses principaux partenaires ont diminué légèrement (-0,4%). Le principal fournisseur demeure le continent asiatique, avec 42,0% des parts, suivi de très loin par l'Europe (20,8%).

Evolution des importations au premier semestre 2013 par continent

En milliards de Fcfa	Premier semestre			
	2011	2012	2013	Var 13/12
Afrique	76,0	71,9	62,5	-13,1%
dont CEMAC	33,1	31,1	13,8	-55,8%
Amérique	75,1	79,1	75,0	-5,2%
Asie	116,0	136,4	168,7	23,7%
Europe	430,0	571,4	566,7	-0,8%
Océanie	1,2	1,5	1,3	-11,3%
Total	731,4	891,5	888,1	-0,4%

Source : DGDDI

III.6- LA DETTE PUBLIQUE

III.6.1- Evolution des règlements

Le règlement de la dette publique au premier semestre 2013 a porté sur un montant de 145,1 milliards de FCFA, soit une hausse de 1,4% par rapport à la même période de l'année précédente, en raison de l'accroissement du règlement de la dette intérieure.

Le remboursement de la dette extérieure a été affecté principalement au règlement de la dette commerciale (60,1% du montant global). Par rapport à 2012, le paiement de la dette extérieure a reculé de 2,3% du fait principalement de la diminution du règlement de la dette bilatérale (-38,4%).

La dette intérieure a été exécutée à hauteur de 21,5 milliards de Fcfa, soit une hausse de 29,7% par rapport au premier semestre de l'année 2012. Cette hausse résulte de l'accroissement conjoint de la dette diverse (+11,6%) et du moratoire, en dépit du repli de la dette bancaire (-16,5%).

Evolution du règlement de la dette publique

(en milliards de FCFA)	Premier semestre		Variation (%)
	2012	2013	
Dette extérieure	126,4	123,5	-2,3%
Multilatérale	16,2	16,4	1,4%
Bilatérale	24,0	14,8	-38,4%
Commerciale	67,4	74,2	10,1%
Marchés financiers	18,8	18,1	-3,7
Dette intérieure	16,6	21,5	29,7%
Total	143,1	145,1	1,4%

Source : D.G.D.

III.6.2- Evolution des tirages sur financements extérieurs

Les décaissements sur emprunts extérieurs se sont élevés à 64,5 milliards de FCFA. Ils ont connu une diminution de 8,1% par rapport au niveau du premier semestre en 2012. Ce repli provient de la baisse conjointe des tirages multilatéraux (-51,8%) et bilatéraux (-55,0%), malgré le renforcement des décaissements commerciaux (+49,8%).

Evolution des tirages sur financements extérieurs

(en milliards de FCFA)	Premier semestre		
	2012	2013	Variations (%)
Multilatéraux	17,1	8,2	-51,8%
Bilatéraux	22,2	10,0	-55,0%
Commerciaux	30,9	46,3	49,8%
Total	70,2	64,5	-8,1%

Source : DGD

CONCLUSION

L'économie nationale est restée bien orientée au cours du premier semestre 2013. Le secteur hors pétrole est demeuré dynamique, tandis que la production pétrolière a enregistré une baisse au cours de la même période. Les projections annoncées pour le deuxième semestre sont optimistes au regard des données sectorielles des mois de juillet et août 2013.

Toutefois, une baisse sensible de la demande extérieure ou une chute brutale des cours du pétrole ou du manganèse n'est pas à exclure au regard de la situation économique mondiale actuelle. D'où l'intérêt d'accentuer les réformes visant à diversifier l'économie et à accroître la transformation des matières premières au niveau local.

Des efforts doivent être poursuivis par ailleurs, en vue de la réalisation des projets de développement structurants contenus dans le Programme National de développement des infrastructures (PNDI). Il convient enfin, de poursuivre les actions visant à améliorer l'environnement des affaires.

Tableau 1 : PIB ressources à prix constant 2005-2013

PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix= 2001)	HISTORIQUE							EST	
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	1787,0	1660,8	1711,5	1691,7	1650,9	1718,8	1689,8	1638,1	1623,7
Agriculture, Elevage, Pêche	157,6	161,0	167,7	174,4	178,4	184,8	191,5	199,1	206,5
Agriculture	102,5	108,8	119,1	125,8	119,5	128,4	132,8	136,7	143,3
Vivrière	78,8	82,0	87,6	88,4	86,0	89,4	92,3	97,6	103,0
Rente	23,6	26,7	31,5	37,4	33,5	39,0	40,6	39,1	40,3
Chasse et Elevage	36,3	34,2	32,2	36,7	46,0	41,3	41,9	44,3	45,6
Pêche	18,9	18,0	16,4	11,9	13,0	15,1	16,7	18,0	17,6
Exploitation forestière	71,4	72,9	82,7	75,3	67,4	55,7	46,9	53,9	56,0
Pétrole brut	1512,2	1372,9	1398,3	1380,8	1346,2	1415,8	1381,8	1323,2	1282,2
Mines	45,7	54,0	62,8	61,2	58,9	62,6	69,6	62,0	79,0
Secteur secondaire	316,3	308,2	346,8	358,9	347,8	436,2	557,4	584,0	646,1
Industries agro-alimentaires, boissons	60,7	63,3	69,6	75,0	82,9	85,2	95,0	101,5	107,3
Industrie du bois	29,0	31,7	38,5	32,5	17,6	37,8	44,6	51,7	55,2
Autres industries	74,0	84,3	92,1	96,9	94,4	98,9	110,3	126,3	138,3
Raffinage	6,8	7,5	8,7	9,3	8,2	11,0	11,6	9,1	10,8
Electricité, Eau	35,3	37,0	38,6	40,9	41,7	43,8	45,7	48,7	52,2
BTP	110,5	84,5	99,3	104,3	103,2	126,5	215,5	210,3	242,9
Recherche, services pétroliers	29,6	31,4	33,4	35,8	32,3	33,0	34,6	36,4	39,4
Secteur tertiaire	914,2	917,6	1021,6	1049,9	1033,3	1112,7	1202,9	1320,7	1452,6
Transports & Communications	229,0	224,0	253,8	256,5	251,8	276,2	293,2	325,7	357,1
Transport	121,7	126,0	132,9	134,9	126,4	135,0	143,1	147,0	163,2
Communications	107,2	97,9	120,9	121,6	125,4	141,2	150,1	178,8	194,0
Services	463,8	465,6	520,8	544,1	544,4	577,0	626,6	687,4	758,2
Commerce	193,5	204,5	222,5	223,3	216,3	232,9	252,0	273,9	300,8
Services bancaires, assurances	28,0	23,5	24,6	25,9	20,9	26,6	31,1	33,7	36,5
SIFIM									
Services non marchands	501,8	518,5	579,8	613,5	641,2	667,1	760,5	852,2	935,7
Education	79,5	85,3	90,6	95,2	96,7	100,6	112,9	125,8	137,8
Santé	34,1	36,6	38,8	40,8	41,4	43,1	46,3	50,4	54,3
Autres services non marchands	388,3	396,7	450,4	477,5	503,1	523,5	601,4	676,0	743,6
PIB au coût des facteurs	3519,3	3405,1	3659,7	3714,0	3655,5	3934,8	4210,6	4395,1	4658,0
DTI et TVA	345,2	385,6	371,1	386,7	333,9	361,5	387,6	408,9	437,9
PIB au coût du marché	3864,5	3790,7	4030,8	4100,6	3989,4	4263,4	4563,6	4804,0	5096,0
Pour mémoire:									
PIB total	3864,5	3790,7	4030,8	4100,6	3989,4	4263,4	4563,6	4804,0	5096,0
PIB pétrole	1512,2	1372,9	1398,3	1380,8	1346,2	1415,8	1381,8	1323,2	1282,2
PIB hors pétrole	2352,3	2417,9	2632,5	2719,9	2643,2	2847,6	3181,8	3480,8	3813,8

Source : DGEFP

Tableau 2 : Evolution du PIB en volume 2006-2013

PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE							EST	
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire		-7,1%	3,0%	-1,2%	-2,4%	4,1%	-1,7%	-3,1%	-0,9%
Agriculture, Elevage, Pêche		2,2%	4,1%	4,0%	2,3%	3,5%	3,6%	4,0%	3,7%
Agriculture		6,2%	9,5%	5,6%	-5,0%	7,5%	3,4%	2,9%	4,8%
Vivrière		4,1%	6,7%	1,0%	-2,7%	3,9%	3,2%	5,8%	5,5%
Rente		13,1%	17,8%	18,7%	-10,5%	16,6%	4,0%	-3,6%	3,1%
Chasse et Elevage		-5,6%	-5,9%	14,0%	25,2%	-10,2%	1,5%	5,7%	3,0%
Pêche		-4,8%	-9,0%	-27,7%	9,2%	16,3%	11,0%	7,9%	-2,5%
Exploitation forestière		2,0%	13,5%	-9,0%	-10,6%	-17,4%	-15,8%	15,0%	3,8%
Pétrole brut		-9,2%	1,9%	-1,3%	-2,5%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-3,1%
Mines		18,1%	16,2%	-2,5%	-3,8%	6,3%	11,3%	-11,0%	27,5%
Secteur secondaire		-2,6%	12,5%	3,5%	-3,1%	25,4%	27,8%	4,8%	10,6%
Industries agro-alimentaires, boissons		4,3%	10,0%	7,7%	10,5%	2,8%	11,5%	6,9%	5,7%
Industrie du bois		9,2%	21,5%	-15,7%	-45,9%	115,2%	18,1%	15,9%	6,7%
Autres industries		14,0%	9,3%	5,2%	-2,6%	4,8%	11,5%	14,5%	9,5%
Raffinage		9,3%	16,2%	7,2%	-12,5%	34,4%	6,0%	-22,1%	19,8%
Electricité, Eau		4,7%	4,3%	6,1%	1,9%	5,2%	4,3%	6,4%	7,2%
BTP		-23,6%	17,6%	5,1%	-1,1%	22,7%	70,3%	-2,4%	15,5%
Recherche, services pétroliers		6,1%	6,2%	7,3%	-10,0%	2,4%	4,9%	5,1%	8,1%
Secteur tertiaire		0,4%	11,3%	2,8%	-1,6%	7,7%	8,1%	9,8%	10,0%
Transports & Communications		-2,2%	13,3%	1,1%	-1,9%	9,7%	6,2%	11,1%	9,6%
Transport		3,5%	5,4%	1,5%	-6,3%	6,8%	6,0%	2,7%	11,0%
Communications		-8,6%	23,5%	0,5%	3,1%	12,6%	6,3%	19,1%	8,5%
Services		0,4%	11,9%	4,5%	0,0%	6,0%	8,6%	9,7%	10,3%
Commerce		5,7%	8,8%	0,4%	-3,1%	7,7%	8,2%	8,7%	9,8%
Services bancaires, assurances		-16,0%	4,4%	5,6%	-19,4%	27,2%	17,0%	8,2%	8,5%
SIFIM		#DIV/0!							
Services non marchands		3,3%	11,8%	5,8%	4,5%	4,0%	14,0%	12,1%	9,8%
Education		7,3%	6,2%	5,1%	1,6%	4,0%	12,2%	11,5%	9,5%
Santé		7,3%	6,2%	5,1%	1,6%	4,0%	7,4%	8,9%	7,8%
Autres services non marchands		2,2%	13,6%	6,0%	5,3%	4,0%	14,9%	12,4%	10,0%
PIB au coût des facteurs		-3,2%	7,5%	1,5%	-1,6%	7,6%	7,0%	4,4%	6,0%
DTI et TVA		11,7%	-3,8%	4,2%	-13,6%	8,3%	7,2%	5,5%	7,1%
PIB au coût du marché		-1,9%	6,3%	1,7%	-2,7%	6,9%	7,0%	5,3%	6,1%
Pour mémoire:									
PIB total		0,0%	-1,9%	6,3%	1,7%	-2,7%	6,9%	7,0%	5,3%
PIB pétrole		-9,2%	1,9%	-1,3%	-2,5%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-3,1%
PIB hors pétrole		2,8%	8,9%	3,3%	-2,8%	7,7%	11,7%	9,4%	9,6%

Source : DGEPPF

Tableau 3 : PIB Emplois en volume 2005-2013

PIB: Emplois à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE							EST	
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pib total	3 864,5	3 790,7	4 030,8	4 100,6	3 989,4	4 263,4	4 563,6	4 804,0	5096,0
<i>Pib pétrole</i>	1512,2	1372,9	1398,3	1380,8	1346,2	1415,8	1381,8	1 323,2	1282,2
<i>Pib hors pétrole</i>	2352,3	2417,9	2632,5	2719,9	2643,2	2847,6	3181,8	3 480,8	3813,8
Importations totales	1 206,6	1 240,2	1 295,9	1 362,4	1 342,7	1 480,5	1 643,5	1 828,8	2092,8
<i>Biens</i>	797,7	819,8	894,1	960,6	951,2	1 067,6	1 223,9	1 376,2	1584,6
<i>Consommations</i>	248,9	224,4	254,9	275,7	274,7	300,7	326,3	366,2	409,0
<i>Équipements</i>	194,5	206,9	221,3	241,9	230,1	269,8	389,8	434,8	514,1
<i>Intermédiaires</i>	354,2	388,4	417,9	443,0	446,4	497,0	507,9	575,2	661,5
<i>Services</i>	408,9	420,4	401,8	401,8	391,5	412,9	419,5	452,5	508,2
Total des ressources	5 071,1	5 030,9	5 326,6	5 463,1	5 332,1	5 743,8	6 207,0	6 632,7	7188,8
Consommation totale	2 098,5	2 203,0	2 418,6	2 526,9	2 574,4	2 701,9	2 923,5	3 166,9	3350,1
<i>Ménages</i>	1 468,1	1 540,7	1 678,5	1 744,5	1 755,5	1 853,8	2 005,8	2 160,2	2306,2
<i>Administrations</i>	630,4	662,3	740,1	782,4	819,0	848,2	917,7	1 006,7	1044,0
Investissement total	1 031,0	1 019,5	1 064,9	1 146,5	934,1	1 257,4	1 492,4	1 732,2	2120,7
<i>Formation brute de capital fixe</i>	1 022,3	1 009,1	1 103,1	1 171,8	1 188,3	1 792,2	1 876,2	1 917,4	2120,7
<i>Administration</i>	253,2	294,2	303,9	313,1	325,4	877,4	909,3	879,5	1014,0
Secteur privé	769,1	714,8	799,1	858,7	862,9	914,9	966,9	1 037,9	1106,7
<i>Pétrole</i>	414,7	433,8	460,7	497,1	474,7	502,2	523,3	555,8	590,8
<i>Hors pétrole</i>	354,4	281,1	338,4	361,6	388,2	412,6	443,6	482,1	515,9
<i>Variation des stocks</i>	8,7	10,4	-38,1	-25,3	-254,2	-534,8	-383,8	-185,2	0,0
Exportations	1 941,6	1 808,4	1 843,1	1 789,7	1 823,6	1 784,5	1 791,2	1 733,6	1718,0
<i>Biens</i>	1 875,4	1 739,2	1 775,8	1 721,0	1 754,9	1 706,2	1 693,2	1 627,3	1609,3
<i>Pétrole</i>	1 427,3	1 265,2	1 243,8	1 196,9	1 223,4	1 297,9	1 283,0	1 236,3	1190,8
Hors pétrole	448,0	474,0	532,0	524,1	531,5	408,3	410,2	391,0	418,5
<i>Rentes</i>	234,5	246,2	266,3	272,4	318,0	219,4	223,8	214,4	219,0
<i>Mines</i>	113,9	116,4	132,1	123,3	82,7	122,1	138,7	119,5	141,2
<i>Bois transformé</i>	99,6	111,4	133,6	128,4	130,7	66,8	47,6	57,2	58,4
<i>Services</i>	66,2	69,2	67,3	68,7	68,6	78,3	98,0	106,3	108,7
Total des emplois	5 071,1	5 030,9	5 326,6	5 463,1	5 332,1	5 743,8	6 207,0	6 632,7	7188,8

Source : DGEPPF

Tableau 4 : Evolution du taux de croissance du PIB Emplois de 2006-2013

PIB: Emplois à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique							Est	
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pib total		-1,9%	6,3%	1,7%	-2,7%	6,9%	7,0%	5,3%	6,1%
<i>Pib pétrole</i>		-9,2%	1,9%	-1,3%	-2,5%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-3,1%
<i>Pib hors pétrole</i>		2,8%	8,9%	3,3%	-2,8%	7,7%	11,7%	9,4%	9,6%
Importations totales		2,8%	4,5%	5,1%	-1,5%	10,3%	11,0%	11,3%	14,4%
<i>Biens</i>		2,8%	9,1%	7,4%	-1,0%	12,2%	14,6%	12,4%	15,1%
<i>Consommations</i>		-9,8%	13,6%	8,2%	-0,4%	9,5%	8,5%	12,2%	11,7%
<i>Équipements</i>		6,4%	6,9%	9,3%	-4,9%	17,3%	44,5%	11,6%	18,2%
<i>Intermédiaires</i>		9,7%	7,6%	6,0%	0,8%	11,3%	2,2%	13,3%	15,0%
<i>Services</i>		2,8%	-4,4%	0,0%	-2,6%	5,5%	1,6%	7,9%	12,3%
Total des ressources		-0,8%	5,9%	2,6%	-2,4%	7,7%	8,1%	6,9%	8,4%
Consommation totale		5,0%	9,8%	4,5%	1,9%	5,0%	8,2%	8,3%	5,8%
<i>Ménages</i>		4,9%	9,0%	3,9%	0,6%	5,6%	8,2%	7,7%	6,8%
<i>Administrations</i>		5,1%	11,7%	5,7%	4,7%	3,6%	8,2%	9,7%	3,7%
Investissement total		-1,1%	4,5%	7,7%	-18,5%	34,6%	18,7%	16,1%	22,4%
<i>Formation brute de capital fixe</i>		-1,3%	9,3%	6,2%	1,4%	50,8%	4,7%	2,2%	10,6%
<i>Administration</i>		16,2%	3,3%	3,0%	4,0%	169,6%	3,6%	-3,3%	15,3%
<i>Secteur privé</i>		-7,1%	11,8%	7,5%	0,5%	6,0%	5,7%	7,3%	6,6%
<i>Pétrole</i>		4,6%	6,2%	7,9%	-4,5%	5,8%	4,2%	6,2%	6,3%
<i>Hors pétrole</i>		-20,7%	20,4%	6,9%	7,3%	6,3%	7,5%	8,7%	7,0%
<i>Variation des stocks</i>		20,3%	-465,0%	-33,6%	904,6%	110,4%	-28,2%	-51,8%	
Exportations		-6,9%	1,9%	-2,9%	1,9%	-2,1%	0,4%	-3,2%	-0,9%
<i>Biens</i>		-7,3%	2,1%	-3,1%	2,0%	-2,8%	-0,8%	-3,9%	-1,1%
<i>Pétrole</i>		-11,4%	-1,7%	-3,8%	2,2%	6,1%	-1,1%	-3,6%	-3,7%
<i>Hors pétrole</i>		5,8%	12,2%	-1,5%	1,4%	-23,2%	0,5%	-4,7%	7,0%
<i>Rentes</i>		5,0%	8,2%	2,3%	16,8%	-31,0%	2,0%	-4,2%	2,1%
<i>Mines</i>		2,2%	13,5%	-6,7%	-32,9%	47,5%	13,7%	-13,9%	18,2%
<i>Bois transformé</i>		11,9%	19,9%	-3,9%	1,8%	-48,9%	-28,7%	20,0%	2,1%
<i>Services</i>		4,4%	-2,6%	2,0%	0,0%	14,1%	25,1%	8,5%	2,3%
Total des emplois		-0,8%	5,9%	2,6%	-2,4%	7,7%	8,1%	6,9%	8,4%

Source : DGEFP

ENCADRE 1 : LES FINANCES PUBLIQUES AU 1^{er} TRIMESTRE 2013

A fin mars 2013, la gestion des finances publiques s'est soldée par une dégradation des soldes budgétaires comparativement à la même période de l'année 2012. Cette évolution résulte de la faible augmentation des recettes budgétaires (+30,7 milliards de Fcfa) par rapport à celle des dépenses publiques (+109,6 milliards de Fcfa).

Evolution des soldes

(En milliards de Fcfa)	Premier trimestre		
	2012	2013	Var 13/12
Recettes pétrolières	291,9	295,2	1,1%
Recettes hors pétrole	284,5	312	9,7%
dont recettes comptes spéciaux	8,1	8,9	9,9%
Recettes totales	576,4	607,1	5,3%
Dépenses de fonctionnement	325,2	368,3	13,2%
Dépenses d'investissement	183,3	215,5	17,6%
Prêts nets	-33,8	-25,5	-24,6%
Fonds spéciaux (y. c. FER)	16	39,4	146,5%
Autres (dons et transferts en capital)	15,9	13,2	17%
Dépenses primaires totales (hors paiement d'intérêt)	474,9	584,5	23,1%
Solde primaire	101,5	22,7	-77,6%
Solde base ordonnancements	85,7	9,5	-88,9%
Solde base caisse	59,4	5	-91,6%

Source : Comité des statistiques.

1- Les recettes totales

Les recettes totales de l'Etat se sont élevées à 607,1 milliards au premier trimestre 2013, contre 576,4 milliards sur la même période en 2012. Cette augmentation de 5,3% est essentiellement liée à l'accroissement des recettes non pétrolières. En effet, la hausse de 9,7% des recettes hors pétrole s'explique essentiellement par l'accroissement des recettes douanières de 8,4% et de celui des autres recettes de 61,6%.

Les recettes pétrolières enregistrent une légère hausse (+1,1%) pour s'établir à 295,2 milliards de FCFA.

Evolution recettes non pétrolières à fin mars 2013

(En milliards de Fcfa)	Premier semestre		
	2012	2013	Var 13/12
Droits de douanes	81,7	88,6	8,4%
Taxes sur les biens et services	52,2	60,4	15,7%
dont TVA	39,1	44,7	14,3%
Impôts directs	91,7	86,3	-5,9%
Autres recettes	19,8	32	61,6%
Total des recettes hors pétrole	284,5	312	9,7%

Source : DGEPF

2- Les dépenses publiques

Les dépenses publiques se sont élevées à 584,5 milliards de Fcfa en 2013 contre 474,9 milliards à la même période en 2012, soit une progression de 23,1%, justifiée par une appréciation significative des dépenses d'investissement (+51,4%).

En effet, les dépenses d'investissement se sont établies à 215,5 milliards de Fcfa contre 183,3 milliards en 2012. Cette hausse substantielle est imputable au renforcement des ressources propres (+21,8%), soutenue par l'accroissement des prêts nets (+112,0%).

Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 13,3% pour se situer à 368,3 milliards de Fcfa en mars 2013. Cette situation est due à la hausse conjointe des traitements et salaires (+18,1%) et des biens et services (+20,1%).

Evolution des dépenses à fin mars 2013

(En milliards de Fcfa)	Premier trimestre		
	2012	2013	Var 13/12
Fonctionnement	325,2	368,3	13,3%
Salaires et traitements	116,5	137,6	18,1%
Biens et services	84,2	101,1	20,1%
Transferts et subventions	108,7	116,5	7,2%
Autres	15,8	13,1	-17,1%
Investissements	183,3	215,5	51,4%
Ressources propres	164,5	200,4	21,8%
Finex	18,8	15,1	-19,7%
Prêts nets (y. c prise de participation et FER)	-40,8	4,9	-112,0%
Fonds spéciaux (y. c engagement EPP)	9	9	0,0%
Transfert en capital	0	0	
Total dépenses hors paiement d'intérêts	474,9	584,5	23,1%

Source : Comité Statistique

ENCADRE 2 :

COOPERATION INTERNATIONALE : *RENCONTRES ECONOMIQUES GABON-MAROC*

Au cours du premier semestre 2013, les Autorités gabonaise et marocaine ont paraphé, à Libreville, six (6) accords de coopération bilatérale, soit cinq (5) accords de coopération et un mémorandum. Les cinq accords concernent : l'agriculture, la pêche maritime, la santé et la communication. Le mémorandum est un mémorandum d'entente pour un cadre de partenariat stratégique dans les domaines des technologies et des systèmes d'information.

- ✓ Le premier accord fait état des nouvelles techniques de répression des fraudes et de laboratoire qui seront prochainement utilisées. Il s'agit d'un accord sur les activités de prévention et de gestion des risques majeurs représentant une sérieuse menace pour la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement.
- ✓ Viennent s'ajouter deux accords de coopération dans le domaine de la gestion et du management du secteur de la santé. Ces deux accords invitent la partie marocaine à fournir l'assistance technique nécessaire aux autorités sanitaires du Gabon en vue de la mise en place d'une carte de santé et la promotion de la politique du pays dans ce domaine. Dans ce cadre, le Maroc s'engage à apporter son appui au Gabon à deux niveaux : (i) pour le développement de l'Institut National Gabonais de Formation, d'Action Sanitaire et Sociale (INFASS) ; (ii) pour assurer un accompagnement technique de cet établissement par le biais de l'Institut National de Formation en Carrières de Santé.
- ✓ Une quatrième convention porte sur la diffusion au Gabon des programmes de Radio Méditerranée Internationale (Medi 1 ou RMI). Par cette convention, l'État gabonais autorise la RMI à diffuser ses programmes dans la zone de Libreville et ses environs, en modulation de fréquence, en conformité avec les textes, lois et règlements régissant la communication audiovisuelle en République Gabonaise.
- ✓ Un accord de coopération en matière de protection civile et une convention relative au mémorandum. Ce dernier permet au Gabon de profiter de l'expertise développée par la société marocaine Involys, spécialisée en ingénierie informatique et en édition de logiciels en vue d'accompagner la modernisation et les réformes entreprises par l'Etat gabonais.

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chargés d'Etudes

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. IKAPI Eric

M. KOUMA Claude Thierry

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. LEMAMI Ferdin

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Chargés d'Etudes

Mme. Durance AVOMO OKE

Mme. Mireille AYITO OBIANG Ep. ENGONE

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Xavier Alain MAYOMBO TSAMBA

M. Robert MENDOUME ASSE

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. Jean Justin NANG ONDO

M. Christian NDO
M. Aymard NGOUA ONA
M. Pierre Dieu Donné THATY

DIRECTION DES ETUDES MACROECONOMIQUES (DEM)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Rodrigue Hubert BEWOTSE

Chargés d'Etudes

Mme. Lucie NSANNE EMANE
Mme. Gislaine MINKUE ELAMAN
Mme. Judith Justine LEKOGO
Mme. Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
M. Raphael MBA N'NANG
M. Cyril BIBANG ENDAMANE
M. Valentin MBA MENGUE
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike IPOUNGA LOUSSOU

DIRECTION DES SYNTHESSES ECONOMIQUES ET DE LA RECHERCHE

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chargés d'Etudes

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA
Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA
M. Patrick Renaud LOEMBA
M. Kevin BOUNGOUNGOU